

Entretien avec Claude Bonin Directeur du programme français de l'ONF

Mario Cloutier

Number 176, January–February 1995

L'ONF : U\$. qu'on s'en va?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/49741ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

La revue Séquences Inc.

ISSN

0037-2412 (print)

1923-5100 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Cloutier, M. (1995). Entretien avec Claude Bonin : directeur du programme français de l'ONF. *Séquences*, (176), 16–17.

Entretien

avec

CLAUDE BONIN

directeur du programme français de l'ONF

Séquences: Vous êtes à l'ONF depuis un an. Les choses n'ont pas été nécessairement faciles pour vous? D'abord l'ACIC...

RÉACTION



Sylvain L'espérance (documentariste indépendant, porte-parole d'Ipsos Facto): «Le problème avec l'ONF c'est qu'on vit un entre-deux. On ne sait trop où ça s'en va. Pour les cinéastes indépendants, le problème c'est que, même si l'ACIC est maintenue officiellement, l'accessibilité aux services techniques est difficile. Il y a eu des centaines de mises à pied chez les techniciens et on obtient des services au compte-gouttes maintenant. Sans labo, ni services techniques à l'ONF, aussi bien dire adieu au cinéma indépendant. Mais l'ONF doit rester en place, c'est le seul endroit où l'on peut faire des films qui prennent des distances avec les films commerciaux. L'ONF c'est nos poumons, la forêt qui permet aux indépendants de respirer. Il faut garder ce qu'il y a de bon et relancer la boîte.»

Claude Bonin: L'ACIC n'a pas été coupée finalement. On faisait face à des coupures de 7,4 millions sur quatre ans, alors, pour maintenir notre capacité de production, on a voulu couper dans les infrastructures. Couper des salaires et garder l'argent pour le studio. Naïvement, je croyais faciliter le travail des jeunes cinéastes parce qu'il ne devaient plus passer uniquement par une seule personne. Mais, en fait, ils préféraient le système de guichet unique. Il n'a jamais été question d'en finir avec ce programme. Les services techniques vont toujours rester.

Et maintenant, ces nouvelles coupures?

On nous annonce des coupures de 5% sur 4 ans, donc 13 millions de dollars. Avec celles de l'an dernier, ça fait un total de 20 millions en 5 ans. Le budget de l'Office passera de 80 à 60 millions. Quand la commissaire a annoncé qu'on ne ferait plus de fiction, j'étais d'accord. Si l'ONF continue d'intervenir dans tous les types de cinéma, on risque de n'être significatif dans aucun. On produit ou co-produit déjà 40% des documentaires au pays, il faut poursuivre dans ce domaine parce que c'est un

genre qui provoque des débats d'idées. C'est notre force à l'ONF.

Jusqu'à quel point le rapport Secor vient mêler les cartes?

Ce rapport commandé par l'ancien gouvernement est une démonstration économique qui ne fonctionne pas, puisqu'on n'a consulté personne du documentaire. On ne peut pas adapter la logique des grandes entreprises aux marchés d'ici. Ce rapport était vicié et biaisé dès le départ. Il ne développe aucune problématique artistique. Tout est vu sous la loupe économique.

Que l'ONF soit attaquée de partout n'est pas nouveau en soi?

Au parlement récemment, des films qui ont traité de lesbianisme ou de violence faite aux femmes ont fait l'objet de critiques, surtout de la part du Reform Party. Toutes les raisons semblent bonnes pour critiquer l'Office. Il y a toujours eu des critiques et il y en aura toujours. Mais je crois qu'on a besoin de ces films qui dérangent. Ce n'est pas la télévision qui peut fouiller un phénomène de société et voir ses effets à long terme comme nous le faisons en documentaire.

Si l'ONF a un avenir, c'est donc du côté du documentaire...

Et de l'animation. L'ONF est aussi le gardien de plusieurs belles traditions dans ce domaine. Le problème c'est que les jeunes de moins de 30 ans n'ont pas vu les films de l'Office, parce que les télé-



visions les achètent peu et qu'il n'y a plus de cinémas d'art et d'essai ou de ciné-clubs. La solution c'est d'être présent auprès des citoyens, de retrouver notre public. J'essaie de vendre le plus de films possibles à la télévision pour qu'ils soient diffusés aux heures de grande écoute. Depuis l'automne, on a pu placer ainsi *Médecins de cœur*, *Les fiancés de la tour Eiffel*, *L'affaire Norman William* et *Variations sur un thème familial*. On a aussi une entente avec le nouveau canal D pour plusieurs longs métrages dont, en primeur, *Elles s'appellent toutes Sarajevo* de Michel Régnier. On y présentera également des films comme *Alias Will James* et *Le confort et l'indifférence*.

La télévision a changé complètement la donne dans ce domaine?

C'est sûr. Avec *Les fiancés de la tour Eiffel*, on a fait une tournée en province et cela a très bien marché, mais le film est passé deux fois à Télé-Métropole et il est allé chercher 900 000 auditeurs. C'est 97% du public qui a vu le film, malgré le succès de notre tournée. Il ne s'agit pas de faire des films télé, mais du vrai documentaire qui entre dans certains créneaux. Les télé achètent des longs métrages documentaires. Mais tant qu'à faire un film de 66 minutes, il serait aussi mieux de le réduire à 56 minutes dans le but de le vendre à la télé.

Une autre critique répandue au sujet de l'Office est celle de la permanence des cinéastes et de la qualité de leur travail.

D'abord, 70% des films de l'ONF sont réalisés par des pigistes. Quant à la qualité, il y a des chroniqueurs qui parlent à travers leur chapeau puisque, bien souvent, ils ne voient même pas les films de l'Office. Ils se réfèrent à la belle époque des années 60. Et effectivement, s'il y a eu un problème ici, c'est le manque de roulement. La belle époque était celle du dynamisme de jeunes cinéastes comme Brault, Godbout, Perreault... Une fois les syndicats installés, le roulement s'est arrêté. Dans le temps, les jeunes poussaient dans le dos des plus vieux et il y avait un sain climat d'émulation. Le personnel créateur, réalisateurs et producteurs, ne s'est pas assez renouvelé.

Que comptez-vous faire pour changer cet état de choses?

On a engagé durant des années les gagnants de la Course autour du monde. Le programme anglais a créé *Fast Forward* qui a permis d'engager de jeunes cinéastes. Aussi, il n'y aura plus de postes permanents. Chez les réalisateurs et dans les autres secteurs. Ce sera des contrats de 3 à 5 ans et c'est très sain comme ça.

L'atmosphère ne doit pas être très saine, par contre, à l'ONF?

Les annonces de coupures ont créé de l'insécurité. Cela devient très dur de travailler. Mais on essaie en

ateliers de recréer un dialogue. On se penche sur les 40 derniers films produits, on les analyse et les critique... Toutefois, ce que je déplore le plus c'est le manque de vision du gouvernement en matière culturelle, spécialement dans l'audiovisuel. Ça ne me ferait rien d'effectuer des coupures s'il existait une politique à laquelle je pourrais adhérer. Par exemple, le gouvernement pourrait mettre fin aux chevauchements en disant: Radio-Canada c'est la télévision, Téléfilm redevient la SDICC (Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne) et l'ONF se consacre à la production de documentaires et de films d'animation. Dans un tel contexte cohérent, on pourrait sentir que l'on travaille dans une direction précise. Et si on ne veut plus que l'état intervienne dans l'audiovisuel, alors qu'on le dise et on va fermer. Advenant une troisième série de coupures après celle qui vient, on peut se demander si ce n'est pas dans le but de tuer la boîte à petit feu sans l'annoncer, parce que c'est trop mauvais électoralement?

Serait-il mieux de fermer et de repartir à zéro?

C'est une question pertinente. Des organismes comme l'ONF et Radio-Canada ont été créés dans des situations de monopole, quand il n'y avait rien d'autre. Il s'agit d'infrastructures lourdes où l'on fait de tout. Dans le contexte actuel, les coupures font que nous ne sommes plus capables de répondre à notre mandat.

Il y a donc un point limite pour l'Office?

Si on a des coupures, non pas de 5%, mais bien de 8% sur 4 ans, alors on se retrouve avec un budget total de 50 millions. A ce moment-là, ils devront réformer la loi de l'ONF parce qu'on ne pourra plus fonctionner. Avec les coupures actuelles, il faut délaissier des activités comme la fiction. Mais le gouvernement peut se poser d'autres questions comme: doit-on avoir deux administrations pour l'Office et Téléfilm? Moi, je me la pose et j'espère que les gens au gouvernement y réfléchissent. On veut tous avoir la réponse le plus vite possible. Il faut actualiser l'intervention de l'état en revoyant les vieilles structures.

Y a-t-il des changements dans ce sens en ce moment à l'ONF?

RÉACTION



Michel Murray (cinéaste de l'ONF): A l'ONF, on est sur un champ de mines. Malgré cette épée de Damoclès, j'ai décidé de continuer de travailler comme avant. J'en ai le rôle et la responsabilité. Le paradoxe c'est qu'on demande à l'ONF de faire les films qui ne se font pas ailleurs, mais on lui reproche du même coup de ne pas être rentable. C'est sûr qu'il y a du linge sale à laver en famille, mais on ne nous laisse même pas le temps de nous changer avec les constantes remises en question. Pourtant, en moyenne, notre production est comparable, en terme de qualité et de coûts à ce qu'on retrouve dans le privé. Mais tout ce qui compte présentement c'est la logique économique et celle des coupures. Plus on met l'accent là-dessus, plus ce sont les gestionnaires qui prennent de l'importance. S'il en avait toujours été ainsi, on n'aurait jamais eu les films de MacLaren et de Perreault. L'Office c'est aussi une mémoire et un regard critique sur la société... Est-ce pour ça qu'on nous coupe?

Malgré les coupures, notre priorité est de garder et même d'augmenter la capacité de production. A la limite, on peut laisser tomber toutes nos activités, sauf celle de faire des films. Et plus on en fait, plus on en fait des meilleurs. Il faut mettre l'accent sur la diffusion de ces films et sur l'entrée de sang neuf à l'ONF. On doit également essayer de recréer un esprit collectif de dialogue.

Vous demeurez donc optimiste. Vous croyez qu'il est possible de renouveler l'ONF sans faire table rase?

Je ne suis pas contre l'idée de faire table rase, mais ce n'est pas moi qui peut prendre cette décision. Je trouverais dommage cependant de ne pas essayer de préserver un organisme au sein duquel on retrouve une grande liberté de création et qui témoigne d'une époque et d'une culture.

(propos recueillis par Mario Cloutier)